

**28 MARS 2023**

Apt, le

## Une autre vie s'invente ici

UB		Pour attribution :
SI		Unité(s) ou autre(s) service(s) :
17 AVR. 2023		255
N° :		Arrivée le :
DREAL PACA - SBEP		

*Sylvaine*

Monsieur le Préfet de la Région  
Provence Alpes Côte d'Azur  
A l'attention de la DREAL/SBEP  
16 rue Zattara  
CS70248  
13331 MARSEILLE Cedex 3

**A l'attention de Mme Sylvaine IZE**

**Objet :** Elaboration du Schéma régional des carrières (SRC) – Avis du Parc naturel régional du Luberon  
**Ref. :** 2023-0059 CP/PJ

**Dossier suivi par :** Clara Peltier, Chargée d'études Documents d'urbanisme & impacts,  
[clara.peltier@parcduluberon.fr](mailto:clara.peltier@parcduluberon.fr) – 04.90.04.41.95

**Pièces jointes :**

- Analyse technique
- Avis de l'Interparc PACA concernant le SRC de mars & novembre 2020 et de juin 2021
- Décret d'institution de la réserve naturelle géologique et arrêté interdépartemental instituant le périmètre de protection

*RAR : 1A 195 609 0180 7*

Monsieur le Préfet,

Suite à votre courrier, vous sollicitez l'avis du Parc naturel régional du Luberon sur le projet de Schéma régional des carrières (SRC), conformément aux articles L.515-3 et R.5151-5 du code de l'environnement. Le présent courrier constitue l'avis du Parc sur ce dossier.

Le SRC a pour objectif l'équilibre entre l'autonomie de la région en ressource minérale, la planification à court, moyen et long terme des projets de création, d'extension ou de renouvellement de carrières et l'objectif de préservation des enjeux environnementaux en présence.

Depuis 2017, les services de la DREAL élaborent le schéma régional des carrières. Mes services ont pu participer à plusieurs réunions dans ce sens. A l'échelle du Luberon et à l'échelle de l'Interparc - qui rassemble tous les Parcs de la Région - des notes et courriers ont été transmis aux services de la DREAL pour améliorer la prise en compte de l'environnement et des Chartes respectives des Parcs dans ce document.

A travers l'analyse qu'ont conduit mes services du projet actuel de schéma régional des carrières, force est de constater, que l'équilibre du schéma proposé n'est pas atteint. La protection de l'environnement n'est pas affichée prioritairement dans le scénario choisi ; elle se traduit par des niveaux d'enjeux les plus forts (réductible, réglementaires, forts) qui ne sont pas réellement protecteurs du fait des nombreuses conditions à leur application.

Enfin, le SRC n'assure aucunement la cohérence des politiques publiques de l'Etat en faisant le lien entre ses dispositions et le contenu des chartes des Parcs naturels régionaux.

Parc naturel régional du Luberon • 60 place Jean-Jaurès • BP 122 • 84404 Apt Cedex  
Tél : 04 90 04 42 00 • [contact@parcduluberon.fr](mailto:contact@parcduluberon.fr) • [www.parcduluberon.fr](https://www.parcduluberon.fr)

Alpilles, Ardennes, Armorique, Aubrac, Avesnois, Baie de Somme Picardie Maritime, Ballons des Vosges, Baronnies provençales, Boucles de la Seine Normand  
Brenne, Brière, Camargue, Caps et Marais d'Opale, Causses du Quercy, Chartreuse, Corbières-Fenouillades, Corse, Doubs Horloger, Forêt d'Orient, Gatinais français  
Golfe du Morbihan, Grands Causses, Guyane, Haut-Jura, Haut-Languedoc, Haute-Vallée de Chevreuse, Landes de Gascogne, Livradois-Forez, Loire Anjou Tourain  
Lorraine, Luberon, Marais du Cotentin et du Bessin, Marais Poitevin, Martinique, Massif des Bauges, Millevaches en Limousin, Montagne de Reims, Monts d'Ardèche  
Morvan, Narbonnaise en Méditerranée, Normandie-Maine, Oise-Pays de France, Perche, Périgord Limousin, Pilat, Préalpes d'Azur, Pyrénées Ariégeoises, Pyrénées  
Catalanes, Queyras, Sainte-Baume, Scarpe-Escaut, Ventoux, Vercors, Verdun, Vexin Français, Volcans d'Auvergne, Vosges du Nord

Le Parc du Luberon a notamment identifié des propositions qui entrent en contradiction avec sa Charte :

- La planification de la création, du renouvellement ou de l'extension de carrières dans les espaces incompatibles avec cette vocation, notamment les secteurs définis comme tels dans la Charte du Parc du Luberon ;
- La protection insuffisante des sites Natura 2000, des milieux aquatiques et des espaces agricoles ;
- L'identification des enjeux environnementaux dans les atlas cartographiques des gisements ;
- Le renvoi aux territoires intercommunaux de la définition des besoins, productions et localisations des carrières sur leurs territoires, alors qu'il s'agit d'une des vocations du schéma régional des carrières.

Mes services et moi-même restons à votre écoute et à la disposition de vos services pour revoir le document à la lueur de ces remarques et contribuer à l'amélioration de ce document à l'avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma haute considération.

La Présidente du Parc naturel régional  
du Luberon,

**Dominique SANTONI**





# Schéma régional des carrières

Projet de SRC – Version arrêtée

## Analyse technique

27 février 2023

Rédacteurs : Clara PELTIER, Mathieu BERSON, Laurent MICHEL

### Portée de cette note

Cette note constitue l'analyse technique des services du Parc du Luberon dans le cadre de la consultation des services du Parc du Luberon sur la version arrêtée du schéma régional des carrières. Elle constitue un ensemble de remarques techniques.

Cette consultation, règlementaire, intervient dans le cadre de l'article R.333-15 du code de l'environnement.

Cette note fait suite à un long processus d'élaboration du schéma régional des carrières ayant eu lieu de 2017 à aujourd'hui. Processus pendant lequel le Parc du Luberon ainsi que le réseau des Parcs naturels régionaux de Provence Alpes Côte d'Azur ont pu exprimer leurs observations techniques à la DREAL. Ces observations sont rassemblées dans les courriers du réseau des Parcs naturels régionaux de mars et novembre 2020 et de juin 2021. Le Parc du Luberon a également fait parvenir plusieurs notes et observations techniques sur les enjeux spécifiques de son territoire à la DREAL pendant cette période.

### Rappel réglementaire

Au titre du code de l'environnement, l'article L.515-3 consacré au schéma régional des carrières précise plusieurs points :

- Le schéma régional des carrières doit « prendre en compte » le schéma régional de cohérence écologique et préciser les mesures permettant d'éviter, de réduire, le cas échéant de compenser les atteintes aux continuités écologiques que sa mise en œuvre est susceptible d'entraîner ;
- Le schéma régional des carrières doit « prendre en compte » le SRADDET ;
- Les schémas de cohérence territoriaux (SCoT) et, en leur absence, les plans locaux d'urbanisme (PLU), les documents en tenant lieu et les cartes communales doivent être compatibles avec les schémas régionaux des carrières dans les conditions fixées aux articles L.131-1 12° et L.131-6 du code de l'urbanisme (pour les documents dont la révision est engagée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021).

Au titre du code de l'urbanisme :

- L'article L.133-1 confirme la règle de compatibilité des SCoT avec les Chartes des parcs naturels régionaux et avec les schémas régionaux des carrières.
- L'article L.133-3 définit les conditions et délais de mise en compatibilité : les SCoT mettent en place l'ensemble des moyens nécessaires à l'atteinte des objectifs du SRC (...) au plus tard dans les 3 ans qui suivent leur élaboration, leur révision, leur maintien ou leur mise en compatibilité.

Les textes ne précisent pas réellement la hiérarchie des normes entre le schéma régional des carrières et la Charte d'un Parc naturel régional, mais la jurisprudence est venue à plusieurs reprises confirmer le nécessaire devoir de cohérence de l'Etat entre ses différentes politiques publiques lorsqu'il « approuve » le schéma régional des carrières ou « signe » la Charte d'un parc naturel régional.

### **Contenu de la Charte du Parc naturel régional du Luberon relatif aux carrières**

---

Le contenu de la Charte du Parc constitue donc un document de référence au prisme duquel doit être analysé le projet de schéma régional des carrières.

La Charte du Parc se compose de plusieurs éléments d'importance égale :

- Son rapport de Charte
- Son Plan de Parc et sa notice
- Ses annexes

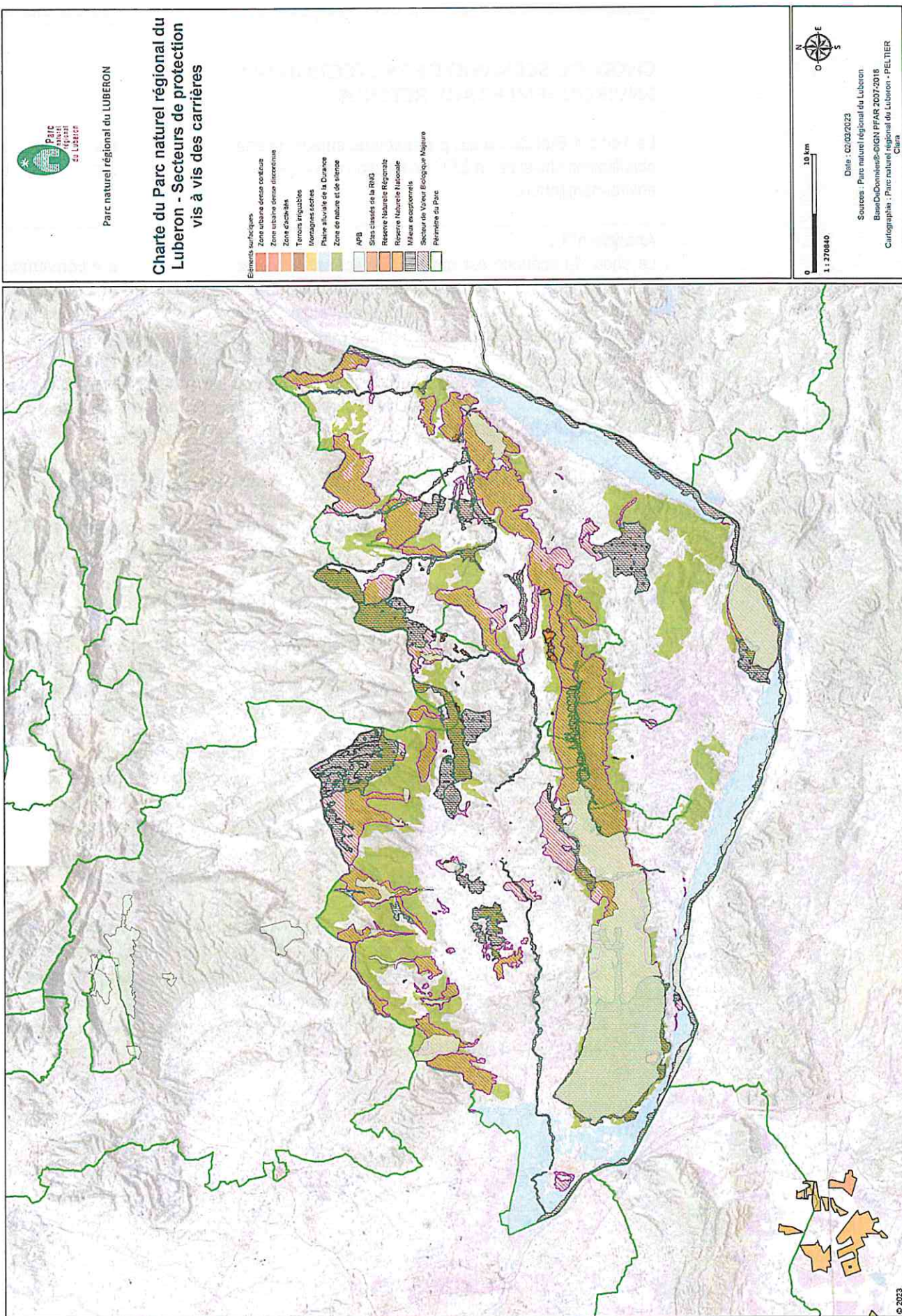
La Charte du Parc du Luberon identifie des mesures et dispositions spécifiques aux carrières sur son territoire (cf. objectif A.2.4). Elle identifie des zones où l'exploitation de carrière est à proscrire :

- La Zone de Nature et de Silence (Objectif B.2.14)
- A moins de 1000m de l'aire protégée par l'arrêté préfectoral de protection de biotope du 25 avril 1990
- Les secteurs de valeur biologique majeure et les milieux exceptionnels (Objectif A.1.7 & A.1.8) : ils sont souvent inclus dans la ZNS. Certaines parties mineures de ces secteurs de Valeur biologique majeur, ne font pas partie de la ZNS. La vocation naturels et leur intérêt écologique suppose de ne pas faire l'objet d'une ouverture de carrière.
- Les 28 sites classés en réserve naturelle géologique (Objectif A.4.1 & 2): Il y a 28 sites soit 399ha répartis sur 20 communes qui sont classés en réserve naturelle nationale depuis 1987 (décret ministériel) avec interdiction d'exploiter une carrière. Un périmètre de protection autour de cette RN (arrêté préfectoral de 1996) existe sur 27 communes dans leur totalité soit 70 000ha environ et les fouilles et extraction de fossiles sont réglementées, sans toutefois réglementer les exploitations de carrières.
- La vallée de la Durance dont à terme, l'encadrement et la limitation de l'activité d'extraction sur les terrasses alluviales de la Durance (A.2.4) est fortement souhaitée par la Charte.

*Extraits cartographiques ci- après.*

---





### CHOIX DU SCENARIO DE PROTECTION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX RETENUS

Le Tome 1 Etat des lieux, prospective, enjeux, scenario, paragraphe précise le scénario de planification choisi par le SRC en fonction des enjeux en présence : ressources, besoins, enjeux environnementaux.

#### Analyse n°1 :

Le choix du scénario est basé sur le scénario répondant de manière « convenable » aux enjeux environnementaux relevés par le SRC, sans qualification de ce caractère et de ses implications. Par ailleurs, les analyses prospectives des changements engendrés par les évolutions climatiques (perspectives en termes de ressources, de milieux, mais aussi, de modes constructifs...) ne sont pas pris en compte dans le SRC qui se projette à l'horizon 2030. Cela se traduit dans le projet de SRC par une prise en compte amoindrie des ressources et enjeux primordiaux pour un territoire méditerranéen comme la région PACA (biodiversité et ressource en eau notamment).

### DEFINITION DU NIVEAU DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le Tome 1 - Etat des lieux, prospective, enjeux, scenario, paragraphe 5.2 Enjeux environnementaux définit les enjeux environnementaux en présence, leur hiérarchie et les prescriptions associées.

Cette échelle d'enjeux est définie dans le SRC de la manière suivante.

*Au-delà de la description générale de ces enjeux, les éléments de connaissance disponibles pour leur spatialisation ont été regroupés et classifiés en fonction de leur niveau d'enjeu en termes de préservation de l'environnement, selon quatre classes : les contraintes réglementaires strictes et autres enjeux rédhibitoires, les enjeux forts, les enjeux modérés ou les zones a priori sans enjeu environnemental. Leur description est la suivante.*

- **les zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires** comprennent les espaces pour lesquels la réglementation prévoit une interdiction d'extraction de matériaux, soit au niveau national soit au niveau local, ainsi que les espaces d'enjeux rédhibitoires en lien avec la nature du foncier ou des enjeux en présence ; dans cette catégorie, certains enjeux relèvent d'une traduction dans les documents d'urbanisme et seul le règlement du document d'urbanisme est applicable – ils sont précisés ci-dessous « rédhibitoire – en fonction du règlement applicable du document d'urbanisme » ;
- **les zones d'enjeux forts** correspondent à des espaces naturels, en général protégés pour leur valeur patrimoniale, dont la vocation première n'est pas d'accueillir des nouvelles carrières ;
- **les zones d'enjeux modérés** témoignent d'une connaissance ou reconnaissance d'un enjeu patrimonial, mais ne bénéficient pas d'une protection ;
- **les secteurs a priori sans enjeu**, pour lesquels il n'y a pas d'enjeu particulier de préservation de l'environnement identifié à l'échelle régionale.



Zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires
Creurs de parcs nationaux
Terrains acquis et gérés dans le cadre de mesures de compensation
Lits mineurs des cours d'eau (arrêté ministériel du 22 septembre 1994) et réservoirs biologiques (SDAGE)
Espaces de mobilité des cours d'eau (arrêté ministériel du 22 septembre 1994)
Réserves biologiques (intégrale et dirigée)
Réserves Naturelles Nationales si l'acte constitutif de ce classement empêche la réalisation des carrières
Réserves Naturelles Régionales si l'acte constitutif de ce classement empêche la réalisation des carrières
Arrêtés Préfectoraux de Protection (biotopes, habitats naturels, sites géologiques) si l'acte constitutif de ce classement empêche la réalisation des carrières
Sites acquis par le conservatoire du littoral
Site acquis par le Conservatoire régional des espaces naturel (CEN Provence-Alpes-Côte d'Azur)
Monuments historiques
Sites classés, si l'acte constitutif de ce classement empêche la réalisation des carrières (art L341-2 et suivants du CE) - pour la création de carrières
Eléments de la Directive Paysagère des Alpilles (paysages naturels remarquables, zones visuellement sensibles, cônes de vue) si l'acte constitutif de ce classement empêche la réalisation des carrières
Espaces naturels remarquables (loi littoral), dont ceux identifiés dans les DTA 13 et 06 et traduits en interdiction dans les documents d'urbanisme
Bande des 100m (loi littoral)
Forêts de protection – restauration des terrains en montagne
Lits moyens des cours d'eau domaniaux
Espaces boisés classés (article L130-1 du code de l'urbanisme)
Eléments de la trame verte et bleue identifiés dans les documents d'urbanisme (si le règlement applicable du document d'urbanisme y interdit les projets industriels)
PPR : zones dont le règlement interdit l'exploitation de carrière
Zones de protection immédiate des captages
Périmètres de protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels périurbains (PAEN)
Zones agricoles protégées (ZAP) (si le règlement applicable du document d'urbanisme y interdit les projets industriels)

Tableau 21 : Zones de contraintes strictes et d'enjeux rédhibitoires (en gris, éléments non cartographiés)

### Analyse n°2 :

En cohérence avec les politiques publiques en matière d'environnement et avec le décret n° 2022-527 du 12 avril 2022, pris en application de l'article L.110-4 du code de l'environnement, il serait important que les secteurs de protection forte pour la stratégie nationale des aires protégées listées dans ce décret soient identifiés en enjeux rédhibitoires par le SRC. Entre autres et plus particulièrement, les espaces naturels sensibles et les zones de sensibilités majeures des plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées (Aigle de Bonelli, Vautour percnoptère dans le Luberon).

## APPLICATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DES CARRIERES SELON LES ENJEUX

Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesure n°29 définit la manière les enjeux environnementaux sont pris en comptes dans le développement des carrières de la manière suivante :

### Mesure n°29 - Prendre en compte les enjeux environnementaux dans le développement des projets de carrières

Pour les maîtres d'ouvrages des documents d'urbanisme et pour les maîtres d'ouvrages de carrières :

**1- Tout projet d'extension surfacique ou de création de carrière venant se positionner sur des espaces de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires, selon la liste ci-dessus précisant les cas particuliers, ne peut pas être autorisé.**

Le développement d'un projet à proximité de ces espaces est possible mais nécessite une attention particulière en lien avec la zone d'influence du projet (impacts indirects au-delà de la stricte zone d'emprise).

Dans les espaces de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires, des renouvellements de sites existants sont possibles au cas par cas en fonction des enjeux concernés et du projet envisagé (nature du gisement exploité, justification du besoin).

**2- Application de la séquence ERC : le développement des projets se fait prioritairement comme suit :**

- sur les espaces sans enjeux environnementaux identifiés,
- à défaut, sur les espaces à enjeux environnementaux modérés, dans lesquels des études détaillées pourront être attendues et des prescriptions particulières pourront être demandées,
- en dernier recours, sur les espaces à enjeux environnementaux forts, dans lesquels l'aboutissement des projets n'est pas garanti. Sur ces espaces, une vigilance renforcée est portée à la justification du choix

du site retenu, au contenu de l'étude d'impact et à la mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser. Certaines études peuvent être exigées, en fonction des enjeux environnementaux, afin de définir les mesures d'atténuation et de compensation des impacts garantissant l'absence d'impact résiduel notable. Certaines autorisations spécifiques peuvent être nécessaires (autorisation au titre des sites classés par exemple).

**Remarque :**

La validation de l'opportunité d'un projet au stade de la planification n'exonère pas de la réalisation des études détaillées nécessaires dans le cadre du projet, et ne présume pas de l'aboutissement final du projet. Des enjeux non identifiés au stade de la planification peuvent en effet apparaître au cours de la réflexion détaillée sur le projet (exemples : présence d'une zone humide, d'un gîte à chiroptères, de patrimoine archéologique, etc.).

Au-delà des réglementations existantes, certains zonages environnementaux, et donc les enjeux associés à la préservation du patrimoine naturel correspondant, ont été mis en avant lors des travaux d'élaboration du SRC. Les implications de ces zonages sont détaillées ci-après, il s'agit notamment de la question des continuités écologiques ou trames vertes et bleues, de la compatibilité avec les chartes des Parcs naturels régionaux (PNR) et leurs zones de sensibilité, de la prise en compte des zones de sauvegarde du SDAGE et des périmètres de protection des captages, ou encore de la prise en compte des zones agricoles.

**Analyse n°3 :** La formulation des zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires a évolué dans le processus d'élaboration du SRC. D'une part, elle renvoie pour certains à la mention d'une interdiction des carrières dans l'acte constitutif de la protection. Elle renvoie pour d'autres au seul règlement du document d'urbanisme. Or, ces actes ou ces règlements peuvent être anciens ; ne pas avoir transposés des enjeux relatifs aux carrières, autres domaines que celui pour lequel ils ont été institués ; ne pas être en capacité d'édicter des interdictions concernant les carrières du fait du droit dont ils relèvent (ex : code de l'urbanisme, code rural et non code de l'environnement) ou ne pas avoir pris en compte la question des carrières ou des activités industrielles au moment de leur élaboration. Il n'en demeure pas moins, que les enjeux et les raisons pour lesquelles une protection forte a été édictée sur ces secteurs sont réels et ne peuvent être remis en cause par l'ouverture, l'extension ou le renouvellement d'une carrière dans leur emprise. Par ailleurs, ces conditions de référence explicites aux carrières, que doivent contenir les textes constitutifs de ces outils de protection, semblent aller à l'encontre du décret n° 2022-527 du 12 avril 2022, pris en application de l'article L.110-4 du code de l'environnement définissant la liste des zones reconnues sous protection forte dans le cadre de la stratégie nationale des aires protégées. **Cette nouvelle formulation peut donc conduire à la planification de carrières dans des espaces où les enjeux en présence (biodiversité, géologie, agriculture...) ne sont pas compatibles avec la création, le renouvellement ou l'extension de carrières. Il est demandé de retirer ces mentions conditionnelles aux enjeux rédhibitoires et réglementaires.**



Zonages d'enjeux forts
Habitats ou habitat d'espèces prioritaires Natura 2000 dans les sites N2000
« Secteurs de sensibilité » ou « entité patrimoniale et paysagère » des parcs naturels régionaux définis dans la charte
Sites gérés par le Conservatoire régional des espaces naturel (CEN Provence-Alpes-Côte d'Azur)
Espaces naturels sensibles (Conseils Départementaux)
Zones humides
Espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques (disposition 6A du SDAGE)
Sites classés (art L341-2 et suivants du CE) - pour l'extension/ le renouvellement de carrières
Sites inscrits (art L341-1 et suivants du CE)
Secteurs patrimoniaux remarquables (ex AVAP, ex ZPPAUP)
Abords des monuments historiques (périmètres de protection de 500m)
Périmètre de la Directive paysagère Alpilles
Eléments des directives territoriales d'aménagements (espaces boisés significatifs) 13 et 06 et traduits en interdictions dans les documents d'urbanisme
Zones de sauvegarde de la ressource en eau
Périmètres des Opérations grand site
Boisements rivulaires ou de ripisylves
PPR : zones d'aléa, selon le règlement du PPR (en fonction du règlement applicable du document d'urbanisme)
Zones de protection des captages rapprochée, selon le contenu de l'arrêté préfectoral

Tableau 22 : Zones d'enjeux forts (en gris, éléments non cartographiés)

**Analyse n° 4 :** les secteurs de sensibilité des Chartes de Parcs naturels régionaux sont identifiés comme « enjeu fort ». Pour le Parc du Luberon, cela concerne notamment la zone de nature et de silence, les secteurs de valeur biologique majeure, les milieux exceptionnels ou les terrasses alluviales de la Durance, définis dans la Charte du Parc. Sur ces espaces, les projets de création, renouvellement, extension peuvent être planifiés « en dernier recours » sous réserve d'une « vigilance renforcée » concernant le contenu de l'étude d'impact. Ceci, n'est pas compatible avec les objectifs de la Charte du Parc du Luberon. Il est donc demandé au SRC d'intégrer ces secteurs en enjeux rédhibitoires.

**Analyse n°5 :** Les sites Natura 2000 sont inscrits en « enjeu modéré » pour l'ensemble. Seuls les habitats d'espèces prioritaires sont classifiés en « enjeu fort ». Le SRC autorise donc l'implantation de carrières dans les sites Natura 2000. Au vu des enjeux environnementaux qui ont conditionnés la création de ces sites, il est demandé au SRC de mieux les prendre en compte en classant en enjeux rédhibitoires les habitats et habitats d'espèces prioritaires. D'autre part, il serait important de rappeler l'importance des études pour identifier les impacts environnementaux en amont de la création d'une carrière comme l'indique le régime des évaluation des incidences pour les sites Natura 2000. Ces évaluations d'incidence sont nécessaires dans les sites et hors sites à proximité selon les enjeux (ZPS et ZSC pour les chiroptères).

**Analyse n°6 :** Les zones de protection des captages, des boisements rivulaires ou ripisylves, des espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, des zones humides ou des zones de sauvegarde de la ressource en eau sont classifiées en « enjeu fort », sans garantie contre les projets de carrières donc (voir précédemment). Le schéma régional des carrières doit être compatible avec le SDAGE et les SAGES locaux, conformément à l'article L.515-3 du code de l'environnement. La Parc du Luberon dispose d'un SAGE local pour le Calavon-Coulon, dont il anime la commission locale de l'eau. Le défaut de protection effective de ces enjeux questionne la bonne compatibilité entre le SRC et les SDAGE/SAGE. En contexte méditerranéen et de surcroît en prise avec le changement climatique, cette classification et ses implications indique une mise en concurrence de la ressource minérale, utile, avec la ressource en eau, vitale pour le(s) territoire(s). Elles devraient être reclassifiées en « enjeu rédhibitoires » avec les changements demandés précédemment concernant les prescriptions de cette zone.

**Analyse n° 7 :** Les zones agricoles protégées, les terres agricoles irrigables, les zones sous labels ou appellations sont classifiées en « enjeu modéré », soit le niveau de protection le plus

faible du SRC. En contexte régional de raréfaction des terres agricoles, de recherche de souveraineté alimentaire des territoires et de surcroît en prise avec le changement climatique, cette classification et ses implications indique une sous-estimation de l'importance de ces espaces pour l'économie agricole, des efforts entrepris par les agriculteurs et les institutions publiques pour les protéger à long terme et pour l'avenir alimentaire du/des territoire(s). Elles devraient être reclassifiées en « enjeu fort ».

## COHERENCE DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES AVEC LA CHARTE DU PARC

Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesures n°31 & 32 abordent spécifiquement le lien entre le SRC et les Chartes des Parcs naturels régionaux de la Région PACA. Ces mesures précisent ainsi :

### **Mesure n°31 - Prendre en compte les chartes de PNR dans le développement des carrières**

*Afin d'intégrer au mieux les enjeux environnementaux et paysagers définis par les chartes des PNR, les maîtres d'ouvrages des documents d'urbanisme et les porteurs de projet de carrières doivent prendre connaissance du contenu de la charte et du plan de parc concernant les carrières et traduire ces éléments dans les documents d'urbanisme et dans le développement des projets, qui se fait prioritairement en dehors de ces zones à enjeux identifiées par les PNR.*

*A cette fin, les porteurs de projets sont invités à :*

- travailler avec les gestionnaires de PNR concernés par le périmètre de projet, le plus en amont possible ;
- prendre en compte les enjeux environnementaux et paysagers identifiés par la charte du PNR pour le développement de leur projet et ainsi éviter les zones de sensibilité dont la vocation est d'être préservées. A défaut, le porteur de projet devra justifier l'absence d'alternative spatiale et technique.
- respecter les dispositions de la charte du PNR concernant les carrières. L'étude d'impact analysera la compatibilité du projet de carrière aux orientations de la charte du PNR.

### **Mesure n°32 - Consulter les PNR sur tout projet concernant leur territoire**

*Dans le cadre de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter, les services de l'État consultent les PNR sur tout projet de carrière concernant leur territoire.*

*Les PNR sont associés aux comités de suivi des carrières situées sur leur territoire.*

**Analyse n°8 : Cette demande est pertinente pour les porteurs de projet de carrières qui ne sont pas signataires de la Charte du Parc. La terminologie « invités » reste toutefois vague et devrait être plus prescriptive : « il est demandé ». Pour le reste, le SRC n'assure par le lien entre ses dispositions et le contenu des chartes des Parcs naturels régionaux. Il se contente de répéter des dispositions légales et déjà applicables sur les territoires en application du code de l'environnement et du code de l'urbanisme : en « invitant » les territoires à la transposition des Chartes dans les documents d'urbanisme et à l'étude d'impact des projets ; en prévoyant uniquement la consultation des Parcs au moment des demandes d'autorisation d'exploiter et non en amont de la planification, comme son rôle devrait l'y conduire. Par ailleurs le terme de « consultation » des Parcs par les services de l'Etat ne garantit pas la transposition effective de enjeux qu'il pourrait porter à sa connaissance. Il est donc proposé de reformuler cette proposition de la manière suivante : « (...) les services de l'Etat associent les PNR sur tout projet de carrière concernant leur territoire par le biais d'un avis sollicité le plus en amont possible dans le processus d'instruction des projets de carrières ».**

## PRESERVATION DES GISEMENTS D'INTERET NATIONAL ET REGIONAL (GIN/GIR)

Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesure n°9 prévoit la préservation de l'accès aux gisements d'intérêt national et régional dans les documents d'urbanisme. Une cartographie de ces gisements est proposée : atlas des gisements potentiellement exploitables, atlas des gisements d'intérêt régional, atlas des gisements d'intérêt national et cartographie interactive.

**Analyse n°9 : Cette cartographie et la mesure 9 qui s'appliquent aux documents d'urbanisme semblent ne pas prendre en compte les enjeux environnementaux en présence sur les territoires. Il semblerait approprié de faire figurer simultanément sur la cartographie a minima les**



enjeux rédhibitoires et réglementaires pour la bonne information et transposition des maîtres d'ouvrage dans les documents d'urbanisme et les projets de carrières. Pour le Parc du Luberon, ces gisements concernent des secteurs très importants en surface et de par leur sensibilité environnementale et /ou paysagère : site classé du massif des Ocre, versant Sud du Petit Luberon, Monts du Vaucluse, vallée de la Durance, Montagne de Lure. L'identification de ces gisements sans prise en compte des enjeux environnementaux et sans garantie des protections environnementales qui s'y appliquent (cf. analyses précédentes) interroge le bon équilibre du SRC entre identification de la ressource et préservation des enjeux environnementaux régionaux et des territoires de Parcs naturels régionaux.

## **COHERENCE DU SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME INTERCOMMUNAUX**

**Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesures n° 4, 5 & 6** aborde la manière dont les documents d'urbanisme intercommunaux (SCoT et PLUi) devront transposer les orientations du schéma régional des carrières.

Le SRC, demande ainsi à chaque territoire intercommunal de tendre vers l'autonomie en granulats communs. Il demande également à chaque territoire intercommunal d'établir un diagnostic de ses besoins et de sa production en granulats communs afin de tendre vers cette autonomie. Enfin, il demande aux SCoT et PLUi de définir à leur échelle, les modalités d'approvisionnement en matériaux autres que les granulats communs afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale.

### **Analyse n°10 :**

Il faut rappeler ici que les SCoT et PLUi s'ils peuvent définir les zones préférentielles d'accueil, de renouvellement ou d'extension des carrières sur leurs territoires n'ont pas la compétence pour établir des diagnostics de besoin, de production, d'approvisionnement en termes de ressources minérales.

D'autre part, les inscriptions des carrières dans les zonages de ces documents, se font actuellement en lien avec les services de l'Etat qui sont pleinement compétents dans l'instruction et l'inspection des sites ICPE que constituent les carrières. Les intercommunalités ne disposent pas de la compétence ni des prérogatives pour définir ces zonages.

Enfin l'autonomie recherchée par territoire intercommunal, semble être en contradiction directe avec l'objectif d'une planification régionale des besoins en matériaux et ressources minérales, vocation même du schéma régional des carrières. Inviter chaque territoire de SCoT à devenir autonome est une forme d'incitation à la création ou à l'ouverture de carrières pour ses propres besoins, sans prendre en considération la production ou les besoins des territoires voisins potentiellement excédentaires ou déficitaires selon les matériaux. **Le schéma régional des carrières ne propose donc pas de vision globale des interactions et besoins/productions entre les territoires infra et supra régionaux. Analyse qu'il renvoie aux territoires qui n'ont pas les moyens, les prérogatives ou la compétence de mener.**

**Le SRC devrait donc prendre en charge l'identification de ces besoins/production aux différentes échelles du territoire. A défaut, il devrait prévoir les dispositifs méthodologiques et financiers d'accompagnement de ce travail par les territoires intercommunaux.**

## **REMBLAIS DES CARRIERES PAR ENFOUISSEMENT DES DECHETS INERTES ULTIMES**

**Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesure n°16** prévoit la possibilité de réaménagement des carrières avec des déchets inertes ultimes.

### **Analyse n°11 :**

**Encourager cette pratique semble en contradiction avec l'ambition de réaménager les carrières dans une perspective d'amélioration de la qualité des sols, des paysages, des espaces agricoles, ou de la qualité environnementale des territoires. Un tel usage pourrait favoriser l'enfouissement de déchets sauvages ou contribuer à les utiliser comme zones de**

décharge alors qu'elles sont situées dans des espaces agricoles ou naturelles. Cela peut contribuer à la prolifération d'espèces invasives en secteurs naturels ou agricoles malgré la demande de « vigilance » du SRC qui demeure sans garantie par rapport à un phénomène difficilement contrôlable. De plus, il n'est pas fait mention des conséquences de cette pratique sur la ressource en eau et des pollutions qu'elle peut engendrer. **Le SRC devrait promouvoir prioritairement l'enfouissement de déchets inertes ultimes dans des centres agréés et créés à cet effet (installations de stockage des déchets inertes, centre de stockage des déchets ultimes).**

Cependant si de telles dispositions étaient maintenues il faudrait que le SRC indique en priorité, que le réaménagement des carrières soit effectué avec la terre de découverte initiale sur une épaisseur de sol conséquente et prédéfinie dans l'arrêté, afin de favoriser le retour à un état proche de l'initial et d'éviter la découverte de ces remblais par l'action humaine ou l'érosion.

Enfin, le réemploi ou les nouveaux usages qui s'établissent dans les carrières non exploitées pourrait également être mieux accompagnés dans le cadre du SRC (ex : les activités agricoles comme les champignonnières dans les galeries souterraines).

## INSCRIPTION DANS LA CHARTE ENVIRONNEMENT DE L'UNICEM

Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesure n°49 encourage les carriers à s'inscrire dans les dispositifs de la Charte environnement de l'UNICEM.

### Analyse n°12 :

Au vu des enjeux environnementaux identifiés dans le Tome 1 du SRC et connus en région PACA, celui-ci pourrait être **plus prescriptif en demandant à tous les carriers de la région de s'inscrire dans les objectifs de la charte environnement de l'UNICEM** et veiller à ce que ses engagements soient respectés par les carriers dans le cadre des inspections et comités de suivi de carrières.

## PRESERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU PAR LES ACTIVITES DE CARRIERES

Le Tome 2 – Orientations, objectifs, mesures, mesure n°51 vise à minimiser l'usage de l'eau dans l'exploitation des carrières et limiter les impacts des écoulements.

### Analyse n°13 :

Le SRC pourrait être **beaucoup plus ambitieux** en rendant obligatoire sur les sites d'exploitation à forte production de poussière (pierre de taille et granulats notamment) : 1 – la mise en place de **paillage au sol** sur les pistes d'exploitation afin de limiter la consommation d'eau par aspersion (cela se pratique déjà dans certaines carrières du Parc du Luberon) ; 2 - la **création de bassins de récupération des eaux pluviales pour l'aspersion** en lieu et place de l'usage des eaux d'irrigation ou d'adduction d'eau potable.

## CONCLUSION

Le SRC a pour objectif l'équilibre entre l'autonomie de la région en ressource minérale, la planification à court, moyen et long terme des projets de création, d'extension ou de renouvellement de carrières et l'objectif de préservation des enjeux environnementaux en présence. A travers ces multiples analyses, force est de constater, que l'équilibre du schéma proposé n'est pas atteint. La protection de l'environnement n'est pas affichée prioritairement dans le scénario choisi ; elle se traduit par des niveaux d'enjeux les plus forts (rédhitoire, réglementaires, forts) qui ne sont pas réellement protecteurs du fait des nombreuses conditions à leur application.



Enfin, le SRC n'assure aucunement la cohérence des politiques publiques de l'Etat en faisant le lien entre ses dispositions et le contenu des chartes des Parcs naturels régionaux. Il se contente de répéter des dispositions légales et déjà applicables sur les territoires :

- en renvoyant les territoires à la transposition des Chartes dans les documents d'urbanisme et à l'étude d'impact des projets ;
- en prévoyant uniquement la consultation des Parcs au moment des demandes d'autorisation d'exploiter et non en amont de la planification, comme son rôle devrait l'y conduire.

### **Documents joints en annexe**

---

- Décret de création de la réserve nationale géologique
- Décret de mise en place du périmètre de protection de la réserve nationale géologique
- Extrait du rapport de la Charte du Parc : objectifs A.2.4 ; objectifs A.1.7 & A.1.8
- Notice du Plan de Parc
- Avis Interpac de mars & novembre 2020 et de juin 2021.

